

La Fédération en proie aux désirs

A l'invitation du P.C.F. d'engager des pourparlers en vue de l'élaboration d'un programme commun, la S.F.I.O. a répondu, comme on sait, que cette discussion relevait de la compétence de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. De cette façon, Guy Mollet a réalisé un coup double. Il fait une nouvelle fois étalage de sa loyauté et de sa bonne disposition à l'égard de la Fédération et il fait dépendre l'aboutissement du programme commun du bon vouloir de Mitterrand et des radicaux. Mitterrand qui souhaite préserver son ouverture du côté P.C.F. n'a pas tardé à renvoyer la balle en déclarant que ses sept options de la campagne présidentielle pouvaient servir de base à l'élaboration du programme commun.

En vérité, le jeu est serré à l'intérieur et aux alentours de la Fédération. Il s'agit de savoir quel en sera l'axe et qui en sera le maître. Mitterrand dispose naturellement de grands atouts, bien qu'en matière de cadres et de troupes il se trouve en position d'infériorité. Une campagne de recrutement menée sur une large échelle pourrait lui fournir rapidement la base qui lui fait encore défaut. D'où la réticence de Guy Mollet en ce qui concerne les adhésions individuelles qu'encourage de son côté Gaston Defferre. Mais, afin que ses adversaires ne puissent tirer avantage de cette réserve, le secrétaire général de la S.F.I.O. a fait brusquement la proposition d'une fusion organique rapide dont il n'ignorait pas qu'elle rencontrerait l'hostilité des radicaux.

Ainsi les apparences sont sauves. C'est à qui, de Mollet et de Defferre, fera les plus fortes avances à Mitterrand qui est le grand bénéficiaire du combat qui se mène actuellement dans la S.F.I.O. Le P.C.F. ne dédaigne pas, non plus, de cultiver le mitterrandisme. Et on a pu avoir l'image, à la Mutualité, des secrétaires généraux des deux partis ouvriers restant muets, cédant la parole à des orateurs de rang modeste, afin de laisser la vedette au seul Mitterrand.

Quant au P.S.U., il prend bien soin d'entretenir la porte en ne portant aucun jugement de fond sur la Fédération à laquelle il attache « une certaine importance ». Le colloque de Grenoble qui se veut socialiste, mais qui a davantage l'apparence d'une entreprise technocratique, pourrait bien constituer pour lui le relais qui mène à la Fédération.

L'axe de cette Fédération se situera nettement à droite de la S.F.I.O. Sa vocation sera de gouverner avec la droite et d'entraîner le P.C.F. à la suivre dans cette voie.

M. A.

REINTEGRATION OU DESINTEGRATION

La demande de réintégration dans le P.C.F. de Marcel Prenant et ses amis, et la réponse de l'Humanité appellent quelques commentaires.

Depuis plusieurs mois Unir et le Débat communiste insistent sur l'évolution favorable à sa rénovation qui commence à remuer la lourde carcasse du P.C.F. Nous serions bien les derniers à nier qu'il y a effectivement des changements importants dans ce parti. Mais tout le problème est d'apprécier leur nature, leur portée et leurs perspectives. L'évolution de Jaurès, quittant le libéralisme bourgeois pour le marxisme a une autre signification que l'évolution de Guesde troquant le Manifeste communiste pour un portefeuille ministériel.

Or la déstalinisation entraîne une double série de phénomènes dans le P.C.F. :

— Affirmation d'un cours de plus en plus droitier et opportuniste en politique française et internationale ;

— libéralisation progressive à l'intérieur, mais toujours sous le contrôle de l'Appareil.

Les camarades du Débat et d'Unir prennent le processus en bloc ; sans en faire une analyse véritable, et sont amenés à des démarches qui laissent à penser.

L'adresse à Waldeck Rochet et aux membres du Comité central, signée par Prenant, Chaintron, etc., se caractérise par une indulgence coupable envers la politique intérieure du PCF. (on y salue ses « efforts unitaires »...) et par une vue quelque peu naïve sur la tendance à la « démocratisation » du P.C.F. qui serait excusable chez des militants moins chargés d'ans.

« Constatant les évolutions favorables et souhaiter que, bientôt, toute opposition clandestine, toute dissidence forcée, toute activité marginale deviennent sans raison pour quiconque est animé... par l'idéal communiste authentique du socialisme véritable », c'est manifester une crédulité aux contes bleus peu digne d'un adulte.

Il n'y a pas de démocratisation progressive et harmonieuse du P.C.F., il y a un certain nombre de réformes, de modifications de comportements des dirigeants qui sont rendues obligatoires par le relâchement des liens avec l'URSS et par la volonté de la direction de rentrer dans le rang de la gauche française respectueuse.

Jamais un parti resté outrancièrement stalinien n'aurait pu être accepté comme force d'appoint par François Mitterrand et par Mollet. Mais il ne s'agit en rien d'une « débureaucratization » faite par les bureaucrates. L'appareil contrôle le mouvement et vient de rappeler sévèrement cette évidence à Marcel Prenant.

L'Humanité accuse toujours Unir d'être un organe policier ; elle déclare que les exclus l'ont été pour de justes motifs, et qu'enfin ils peuvent faire amen-

de honorable individuellement devant le comité central qui jugera.

Nous avouons mal comprendre pourquoi Unir a éprouvé le besoin de faire de la S.F.I.O., du Parti radical, de l'U.D.S.R., etc., les témoins de l'opération « réintégration » qu'il tentait, en les informant de la démarche.

Nous comprenons encore plus mal la proposition du collectif responsable d'Unir, de constituer un jury d'honneur composé de représentants de « tous les partis et groupements de gauche intéressés dans la démocratisation d'un parti communiste avec lequel ils pourraient s'unir en confiance. »

Unir fait confiance à Mendès, Mollet ou Mitterrand pour juger Waldeck Rochet !

Le numéro de janvier du Débat communiste ne calme pas nos inquiétudes. Nous retrouvons, dans l'éditorial d'André Salomon, tous les poncifs de ceux qui espèrent trouver des voies pacifiques vers le socialisme à coup de programmes rénovés. On y réclame une refonte du programme fondamental du P.C.F., tout en tirant un coup de chapeau à ses quel-

ques concessions sur les « voies de passage », la dictature du prolétariat et la pluralité des partis. C'est-à-dire que le Débat demande au P.C.F. d'abandonner ce qui lui reste de léniniste dans les textes. Il paraît fondamentalement d'accord avec la ligne opportuniste actuelle de la direction Waldeck Rochet qui est de faire du P.C. un allié modeste et accepté de la bourgeoisie libérale. Il lui demande seulement d'accélérer le dépouillement des vieilles hardes qui choquent les bourgeois, mais en joignant à la friperie stalinienne, ce qui peut rester, tout au moins en paroles, de l'héritage marxiste et léniniste.

Après la réponse inévitable de l'Humanité, nous ne serions pas étonnés d'apprendre que tel ou tel membre du Comité de réhabilitation, indigné par l'aveuglement de Rochet, ne se laisse doucement dériver par le courant et ne se réveille, sans trop de gêne sur les berges de la Fédération démocrate et socialiste. La participation au colloque de Grenoble n'est-il pas déjà un achèvement sur ce rapide.

L. COUTURIER.

DE NANTES...

On ne peut pas dire qu'il y ait eu à Nantes de véritable enthousiasme pour Mitterrand ; pourtant les choses furent bien faites puisque même les binious furent mobilisés pour rendre plus populaire la candidature dite de gauche. Toutefois, il faut reconnaître que la campagne électorale a provoqué un éveil : plus exactement, l'unité apparente des organisations de gauche a joué un rôle important. De plus les travailleurs nantais ressentent confusément le besoin d'affirmer leur hostilité au régime, aux licenciements, au plan de stabilisation etc. Et Mitterrand, c'était l'occasion, la seule que les directions ouvrières leur eût permise depuis longtemps. Alors on s'accrochait à Mitterrand, « candidat unique de la gauche ».

Faut-il préciser qu'ici les options de Mitterrand n'ont pas fait l'objet de discussions, d'analyses et encore moins de critiques de la part des militants.

Les élections passées, il reste encore beaucoup de problèmes. La question du plein emploi est à l'ordre du jour ; les licenciements et les réductions d'horaires ont entraîné une évidente baisse du pouvoir d'achat. Ici, comme ailleurs certainement, les travailleurs ont souhaité l'élargissement des luttes revendicatives. C'est si vrai que cette année, par exemple, la presse locale a voulu jouer avec la corde sensible, l'espérance de grands mouvements ; elle avait annoncé la probabilité d'une grève générale pour soutenir la

métallurgie. Mais il n'y a rien eu, et depuis un relatif sentiment d'impuissance apparaissait à Saint-Nazaire comme à Nantes.

Ce qui serait souhaitable maintenant, c'est que l'unité d'action puisse se réaliser concrètement. Mais des obstacles existent qui sont, semble-t-il, difficiles à surmonter. C'est que dans cette ville de province il y a un lien étroit entre la vie syndicale et la vie politique. Le syndicat F.O., lié par certains côtés à la S.F.I.O., a des représentants au Conseil municipal nantais tout comme à la mairie de Saint-Nazaire. Le P.C.F. par ailleurs ne manque jamais de ramener les problèmes économiques régionaux au niveau de la politique locale ; et comme les responsables du P.C.F. sont fréquemment des représentants de la C.G.T., il résulte que les conflits existant entre le P.C.F. et la S.F.I.O. aient leur répercussion sur les relations entre syndicats. Un point d'unité, peut-être, mais qui n'a rien de positif : c'est celle qui existe entre la C.F.D.T. et la C.G.T. contre le « révolutionnaire » Hébert, lequel anarcho-syndicaliste de F.O. ne manque pas une occasion de manifester son hostilité à la C.F.D.T. en particulier.

Voilà où nous en sommes à Nantes ; pas de doute qu'il reste encore pas mal à faire pour que le réveil provoqué par la campagne électorale devienne luttes revendicatives et politiques.

Jean QUEMEUR.

ANNÉE AYANT CLAQUE...

sont déjà soumises au régime de libellé contrôlée des contrats de « stabilité » par lesquels elles s'engagent, pour une durée d'un an, à maintenir la moyenne de leurs prix au-dessous d'un certain niveau. Leurs produits pourraient être libérés les premiers si cette expérience donne satisfaction et quand la branche considérée est directement soumise à la concurrence étrangère. Cette mesure serait ensuite étendue à d'autres produits et les hausses de prix éventuelles seraient combattues au moyen d'une augmentation des importations de produits étrangers équivalents. On sait l'importance que les capitalistes accordent à leurs propres réserves d'autofinancement et dans quelle mesure leur état conditionne le recours aux autres formes de crédit, aussi, il semble bien que cette mesure ne puisse être différée très longtemps.

Quant aux réformes de structure, Debré est plus inter-

ventionniste que son prédécesseur : il fut l'instigateur, lorsqu'il était premier ministre, du comité Rueff-Armand chargé de faire la chasse (à l'affût) ! aux structures vétustes. Il est aussi favorable au projet d'une banque nationale d'investissement et partisan de la création par l'Etat d'usines dans les secteurs où le Plan révèle des insuffisances, « industries » que l'Etat transférera ensuite au secteur privé, afin que celui-ci les gère une fois la concentration réalisée ou la création assurée ». Giscard d'Estaing voulait contraindre le patronat à avancer de lui-même, Debré reconnaît à l'Etat, « expression de l'intérêt général, des droits de la nation et des exigences de la liberté » (sic !) le droit de se substituer au patronat, pourvu évidemment que ce soit pour le plus grand bien de la « concurrence ». La bourgeoisie française habituée à laisser l'Etat tirer pour elle les marrons du feu reconnaîtra et appréciera ce langage.

L'ANNÉE SOCIALE

Le nouveau gouvernement s'est empressé de nous annoncer qu'un ensemble de mesures sociales était à l'étude. Nous ne le connaissons pas avant la mi-février, mais il est douteux que ce vieillissement le bonifie ! Il est en effet question de redistribuer les plus-values fiscales dégagées par la reprise, sans qu'il soit porté atteinte à l'équilibre budgétaire, et sans que les dépenses accrues qui en découlent aient une action inflationniste importante. Aussi peut-on être sûr que les augmentations du S.M.I.G., des allocations familiales et prestations sociales et des allocations aux vieillards qui seront accordées ne seront que des miettes par rapport au retard pris par ces revenus sous le plan de stabilisation et surtout par rapport aux besoins qu'ils sont censés couvrir.

Il est clair que la principale préoccupation sociale du régime est actuellement de domestiquer les travailleurs. Les procédures Toutée en sont une magnifique illustration.

Au moment où l'on se réunit pour discuter les augmentations de salaires du secteur nationalisé, il est bon de se rappeler ce que Debré en pense : « Le gouvernement est tenu d'établir une limite de croissance des salaires et de l'imposer à tous. Cette limite est tracée par la courbe de la production que la courbe des salaires doit suivre avec un net cran de retard afin de permettre l'investissement et la baisse des prix. » Il est évident que, puisque les ouvriers n'ont pas le droit à la parole lorsqu'il s'agit de production, ils ne devraient pas l'avoir non plus lorsqu'il s'agit des salaires, et que M. Debré est bien « social » d'admettre les syndicats dans les commissions Grégoire ! L'on se souvient que Debré est l'auteur de la lettre de mars 1961 à G. Villiers, président du C.N.P.F., par laquelle il lui demandait de limiter la progression des salaires à 4 % ; comme si Villiers n'était pas assez grand pour s'apercevoir tout seul qu'« augmenter les salaires au-delà

de la productivité équivaldrait de notre part à entretenir des illusions dangereuses, en contradiction avec notre volonté d'expansion et de progrès social dans la concurrence internationale ».

Quant à la réduction du temps de travail, c'est, pour Debré, « accroître nos prix de revient, diminuer nos possibilités compétitives... c'est arrêter l'expansion économique et le progrès social ».

En bref, pour Debré et pour Villiers, le progrès social, c'est diminuer nos salaires et nous faire travailler plus longtemps, sinon, n'étant plus en mesure de faire face à la « concurrence internationale », notre économie irait à la faillite. L'ennui, avec cette argumentation, c'est que les capitalistes des pays qui nous entourent tiennent la même à leurs propres ouvriers pour s'opposer à des revendications identiques. Le jeu peut continuer longtemps si nous les laissons s'y livrer, mais ils en seront toujours les bénéficiaires et nous toujours les victimes. Pourquoi ne pas leur demander de nous accorder à tous et simultanément les mêmes avantages ? Ainsi, aucun capitaliste ne verrait sa compétitivité diminuer par rapport à ses homologues étrangers !

Cette proposition n'est une boutade que dans sa formulation. Il ne s'agira pas de leur demander, mais de leur arracher ces avantages. Avec la reprise, les conditions redeviennent favorables pour des actions vastes et coordonnées sur le mot d'ordre de réduction du nombre d'heures de travail sans diminution de salaires. Mais, le problème de leur internationalisation devra être de plus en plus à l'ordre du jour surtout en Europe, où les conditions économiques et sociales sont si proches. Car s'il est vrai que chaque recul du mouvement ouvrier dans un pays est exploité par les bourgeoisies des pays voisins contre leur propre prolétariat, à l'inverse ce n'est que par l'extension des succès nationaux au-delà des frontières que les conquêtes de la classe ouvrière seront consolidées.

Jean DEVAUX.